

Discours

Discours de Nicolas Sarkozy, Conseil national

Discours de Nicolas Sarkozy Président de la République

Conseil national
Paris – Maison de la Mutualité
Le 5 juillet 2008

[Regarder la vidéo](#)

Cher Jean-Pierre,
Cher Patrick,
Chers amis,

Je voudrais d'abord dire à José Manuel Barroso et Hans-Gert Pöttering que nous sommes fiers de leur présence et de leur travail. Je suis personnellement très fier d'être leur ami, pour maintenant et pour demain.

Mes chers amis, je vais vous parler très franchement.

Quelles que soient les difficultés de l'Europe, il faut savoir dans quel camp nous nous trouvons. Ici, dans cette famille politique, nous avons fait le choix de l'Europe depuis bien longtemps et personne ne nous fera renoncer à notre engagement européen, personne.

Lorsqu'est venu le tour de la présidence française, certains de mes propres amis m'ont dit, l'Europe n'étant pas trop populaire en ce moment, qu'il ne fallait pas y aller trop fort, mais dans un sens, puis dans l'autre, ce qui revient à pas le faire du tout. Je n'aime pas cette stratégie de l'hypocrisie et du manque de franchise. Il s'agit de savoir où l'on est.

J'ai voulu assumer cet engagement européen de la France en mettant le drapeau européen sous l'Arc de Triomphe, aux côtés du drapeau français, parce que, sans la France, il n'y aurait pas l'Europe et, sans l'Europe, la France serait moins puissante. Je le dirai quelles que soient les contingences du débat politique français et européen aujourd'hui. C'est la vérité, la France a besoin de l'Europe et l'Europe a beaucoup apporté à notre pays. Imaginons un peu ce qu'il serait advenue de la France et de son débat politique, lorsque nous avions des ministres communistes et des dirigeants socialistes au gouvernement de la France. Heureusement qu'il y avait l'Europe pour empêcher ceux-ci d'aller jusqu'au bout de leur idéologie et de leur logique. C'est aussi cela l'Europe.

Donc avons donc décidé d'assumer et nous sommes fiers de la construction européenne. Et il faut revenir aux fondamentaux avant de parler des sujets d'aujourd'hui.

Nous sommes le continent du monde où se sont déroulés les guerres les plus féroces, les affrontements les plus brutaux. Hans-Gert Pöttering, notre ami, président du Parlement européen, symbole de la démocratie en Europe, vient d'Allemagne. Si deux peuples ne peuvent pas contester ce qu'à amenée l'Europe, ce sont bien les peuples allemand et français. Depuis l'Union européenne, nous sommes des amis. Avant l'Union européenne, nous n'avons cessé de nous opposer.

L'Europe a réussi la paix et c'est l'une des raisons pour laquelle je suis tout à fait engagé en faveur de l'élargissement de l'Europe aux Balkans. Pour éviter que ceux-ci, demain, à l'extérieur de l'Union européenne, ne soient des facteurs d'affrontement, de détestation et de guerre, alors que nous avons besoin de la paix sur notre continent.

L'Europe a réussi la paix, ce n'est pas rien et ce n'était pas au Moyen-Age, mais sur les soixante dernières années.

L'Europe a également réussi à nous apporter la modernisation et la prospérité.

Grâce à l'Europe, nous nous sommes modernisés beaucoup plus vite, plus fort et plus efficacement que nous ne l'aurions fait seuls.

Puis, l'Europe a réussi un troisième challenge extraordinaire : la démocratie. La moitié de la famille était du mauvais côté du mur de Berlin, l'aurait-on oublié ? Je recevais hier le Premier ministre bulgare, notre ami, membre de la famille. Il me rappelait que son pays ne connaissait la démocratie que depuis vingt ans. Et c'est parce qu'il y avait l'Europe, parce qu'il y avait l'Europe de l'Ouest, que nos amis d'Europe de l'Est ont pu rejoindre la famille et bénéficier de la liberté que nous connaissions.

Quand je vois le débat français, franco-français parfois, se demandant s'il faut ou non être à l'OTAN, cela me fait sourire. Car lorsque je parle aux pays de l'Europe de l'Est, qui eux ont connu la main de fer et le régime dictatorial du Pacte de Varsovie, ils n'ont pas peur de l'OTAN.

Quand on a eu l'Union soviétique pour gérer son pays à la place de ses propres habitants ; quand on a connu la révolte de Budapest, le sacrifice de Yan Palak à Prague ; quand on a connu Brejnev et tous les autres, dans ces pays qui ne demandaient qu'à vivre libres, on ne va pas expliquer que l'on a peur des Américains. C'est cela l'Europe également.

Je ne suis pas prêt à mettre mon drapeau européen dans la poche et à renoncer à cette idée européenne qui a apporté la prospérité et la paix à mon pays, qui a permis la réconciliation de la famille européenne et qui a mis à bas une des dictatures les plus sanglantes que l'on ait jamais connu, celle du marxisme et du communisme, au XXe siècle sur le continent qui est le nôtre.

José Manuel et Hans-Gert en sont témoins. Nous nous sommes retrouvés en juillet de l'année dernière à Bruxelles pour négocier ce qui allait devenir le traité de Lisbonne. À 3 heures du matin, s'est posée la question de la Pologne, le président Kaczynski et son frère jumeau, Premier ministre, discutaient l'un à Varsovie et l'autre à Bruxelles dans mon bureau. J'ai tout fait et je ne le regrette pas pour que la Pologne reste dans la famille parce que la Pologne est un grand d'Europe. Je me disais que nous n'avions pas fait tomber le mur de Berlin pour construire l'Europe sans les Polonais. Nous n'allions tout de même pas dire à 40 millions de Polonais qu'il était plus facile, grâce à Walesa et Jean-Paul II, de sortir de la dictature communiste que de rester dans l'Europe de la liberté. Je ne pouvais pas l'accepter.

Oui, José Manuel, l'Europe, c'est toute la famille. Nous sommes 27. Notre rôle à tous les trois sera d'amener les 27 ensemble. Beaucoup disent qu'il n'y a qu'à faire une Europe à plusieurs vitesses, peut-être, mais pas maintenant, pas tout de suite.

Imaginez le message que représenterait pour toute l'Europe de l'Est, pour les 80 millions d'habitants qui nous ont rejoints, le fait de ne pas leur laisser une place en 1ère mais en 2nde division. Ce n'était pas la peine d'être heureux, de faire la fête au check point de Berlin lorsque le mur est tombé, si nous ne sommes pas capables de faire des compromis pour emmener toute la famille, en même temps, dans la même aventure, celle de l'Union européenne.

Je le dis d'ailleurs au président de la Commission qui nous a appelé à faire des compromis. Je suis allé devant la Diète polonaise et j'ai annoncé, au nom de la France, qu'au 1er juillet, nous supprimons toutes les barrières à l'entrée du marché du travail français, sans aucune exception. Parce que je veux en finir avec une politique où la France demandait aux autres ce qu'elle n'était pas capable de s'appliquer à elle-même. Voilà pourquoi j'ai fait cette proposition à nos amis polonais.

Mais je dis avec la même force au président Kaczynski, un homme que je connais et apprécie, un homme honnête, un homme d'Etat. Il a signé à Bruxelles, il doit donc ratifier à Varsovie. C'est une question de morale et d'honnêteté.

Il y a un moment où chaque homme d'Etat se trouve face à sa propre vérité. J'ai confiance dans le président polonais. Il sera à Paris le 13 juillet, nous nous verrons et nous trouverons des solutions. La Pologne a signé, elle doit honorer sa signature.

Pour que les choses soient claires et je le dis au président du Parlement européen comme au président Barroso : la France a proposé à la Tchéquie et à

la Suède, les deux prochaines présidences montantes, de gérer avec nous, à trois, la présidence française. De la même façon, lorsque la présidence sera tchèque puis suédoise, la France sera également dans le coup. Nous avons donc proposé une présidence de 18 mois, à trois, qui me paraît beaucoup plus efficace qu'une de 6 mois.

Je recevrai à Paris, le 12 juillet, les Premiers ministres suédois et tchèque pour que nous harmonisions nos positions. Les deux présidences montantes et la présidence française doivent être systématiquement d'accord parce que l'Europe ne peut pas se payer le luxe de la division des présidences de ces 18 mois qui viennent, ce serait irresponsable. Nous avons besoin d'unité, pas de division. Je sais que nous arriverons à convaincre la Tchéquie de ratifier également.

Chacun le sait bien, lorsque l'on est président de l'Europe, ce n'est pas pour défendre seulement les intérêts de son pays, mais pour défendre d'abord ceux de l'Union. C'est ce que j'ai fait valoir au Premier ministre tchèque et c'est naturellement ce que je m'appliquerai en tant que président de la République française.

Voilà pour le fond, pour le principe. Puis, il y a l'analyse, dont ont très bien parlé Hans-Gert Pötinger et José Manuel Barroso. Que se passe-t-il ?

Voici donc la plus belle idée du XXe siècle, cette idée d'Union européenne, qui n'a jamais fait couler une goutte de sang, qui n'a jamais tué ou fait emprisonner quelqu'un en son nom.

Voici une idée qui n'a privé de liberté personne, qui n'a jeté aucun peuple dans la guerre avec un autre.

Voici une idée qui nous a tant apporté et qui aujourd'hui inquiète alors qu'elle était faite pour rassurer.

Doit-on faire semblant de ne pas voir qu'à chaque fois que l'on consulte les peuples par voie référendaire, on se retrouve dans une situation où il y a plus de gens pour dire « non » que de gens pour trouver la force de dire « oui » ?

On ne change pas les peuples et, par définition, ils ont raison. Et s'ils disent « non », c'est que nous n'arrivons pas à nous faire comprendre. Et si nous ne pouvons pas changer les peuples, nous, nous devons changer notre façon de parler, d'incarner et de gérer l'Union européenne.

José Manuel a dit, devant vous tous, qu'il ne fallait pas prendre la Commission comme bouc émissaire. Il a raison. D'abord parce que lorsque la Commission décide, c'est parce que les chefs d'Etat et de gouvernement lui ont permis de décider ainsi. Que les hommes politiques aient un peu de courage et assument leurs décisions. Jamais, depuis que je suis président de la République et jamais, tant que le serai, je ne prendrai comme bouc émissaire la Commission, institution, par ailleurs, parfaitement utile.

En revanche, on doit pouvoir débattre et c'est l'un des problèmes de l'Europe. Le Parlement européen, créé en 1979, est un lieu de débat. Si nous avons des institutions, c'est pour qu'elles parlent entre elles, pas pour que chacun pratique dans son coin l'autisme. On peut soutenir la Commission, soutenir et aimer son président et néanmoins poser un certain nombre de questions.

J'ai été de ceux qui ont voté l'indépendance de la banque centrale française et je ne le regrette pas.

J'ai été de ceux qui ont voté pour la création de l'euro et je ne le regrette pas.

J'ai été de ceux qui comprennent, acceptent et respectent l'indépendance de la banque centrale européenne et je ne le regrette pas.

Je suis même de ceux qui pensent que les autorités monétaires européennes ont fait un travail assez remarquable pour mettre en place l'euro, ce qui n'était pas simple.

Je suis de ceux qui pensent que l'entrée de la Slovénie dans l'union monétaire, premier pays de l'Est à le faire, est un progrès.

Mais, quand même, sans mettre à bas tout ce à quoi je crois, je suis légitime, en tant que président de la République française, à me demander s'il est raisonnable de porter les taux d'intérêts européens à 4,25%, alors que les Américains ont des taux à 2%.

Et je le dis devant les plus européens d'entre nous, si, au nom de l'idéal européen qui est le nôtre, nous n'avons même pas le droit de donner un avis sur la façon de créer les conditions de la croissance dans la zone euro, alors renonçons tout de suite à l'Europe. Parce que l'Europe c'est la démocratie et la

démocratie c'est le débat. S'il n'y a pas de débat, il n'y a pas de démocratie et s'il n'y a pas de démocratie, il n'y a plus d'Europe.

Voilà la question posée, calmement, simplement. Je suis même prêt à reconnaître que je me serais trompé et je suis naturellement prêt à accepter que je ne possède pas la vérité. Mais est-il normal qu'à l'heure où l'Europe est confrontée au dumping environnemental, social et fiscal, nous devions subir en plus un dumping monétaire qui mette à genoux les entreprises européennes voulant continuer à exporter ? Cette question doit être posée de façon respectueuse et démocratique.

Depuis que je suis président de la République, j'ai travaillé main dans la main avec José Manuel Barroso et nous en avons fait du chemin. J'apprécie son courage, son intelligence et je suis de ceux qui pensent qu'il n'y a pas meilleur président de la Commission. Mais lorsque la France pose la question de l'OMC, elle ne la pose pas pour ennuyer la Commission ou pour empêcher un accord, mais, au contraire, pour aider à faire que l'accord soit le meilleur possible, pour sortir des faux-semblants et des tabous.

Bien sûr, un accord serait préférable et, pour qu'il y ait accord, il faut des compromis, que chacun fasse un effort. Mais, je ne peux pas m'empêcher de regarder le monde tel qu'il est. Cela fait 7 ans qu'il n'y a pas eu d'accord et pendant 6 ans, la croissance mondiale n'a jamais été aussi forte. Dire que sans accord il n'y aura pas de croissance est un mensonge. Dire qu'un accord est mieux que pas d'accord est une vérité. Mais, pendant 6 ans, nous n'avons pas eu d'accord et nous avons quand même eu la croissance.

J'ajoute que je ne défends pas l'agriculture européenne parce qu'elle comprend l'agriculture française, je me dis simplement que dans un monde où 800 millions de gens meurent de faim, il faut faire attention avant de demander à l'agriculture européenne de réduire ses capacités de production, alors que nous avons besoin de l'augmenter. Nous en parlerons avec José Manuel dans les prochains jours au Japon à l'occasion du G8. La France n'a pas la vérité, elle ne le dit pas de façon agressive, mais la France avec d'autres pays doivent porter les débats importants.

Parmi ces débats, certains sont passionnants. Je soutiendrai de toutes mes forces le paquet énergie/climat négocié par la Commission. Hans-Gert Pöttering et le Parlement ont parfaitement raison d'en faire une priorité. Rouvrir ce paquet énergie/climat serait une folie car alors chacun aura ses propres demandes et les petits enfants de nos petits enfants ne verront pas le début du commencement de son application...

L'Europe doit montrer l'exemple et ayons des débats sur ces sujets. Par exemple, peut-on imposer aux entreprises françaises et européennes de respecter l'environnement et continuer d'accepter de laisser entrer sur le marché européen des produits fabriqués dans des pays qui ne respectent aucune des règles que l'on impose par ailleurs à nos entreprises ? Ce n'est pas raisonnable et ce n'est pas juste.

Je le dis à nos amis allemands, ils ont pu croire dans le passé que la France était plus protectionniste que l'Allemagne, et ils n'ont pas eu tort. Mais, je vous donne ma parole d'honneur, ce n'est pas pour nous une question de protectionnisme, mais de réciprocité. Nous voulons simplement que nos entreprises puissent se battre à armes égales avec les entreprises des autres parties du monde. Nous ne voulons pas davantage pour nos entreprises, mais que cessent les désavantages.

Je suis de ceux qui pensent qu'il n'est pas raisonnable de continuer à réunir le G8. Il n'est pas raisonnable de se réunir à 8 pour régler les grandes questions du monde en oubliant la Chine avec ses 1,3 milliards d'habitants ; en n'invitant pas l'Inde et son 1 milliard d'habitants ; en ayant aucun pays arabe, africain, ni aucun pays d'Amérique latine. Ce n'est pas raisonnable, ce n'est pas juste. Le monde est universel, il est multipolaire. Nous ne pouvons pas dire qu'à 8 nous allons régler les affaires du monde.

Quels que soient par ailleurs les efforts de nos amis japonais, organisant un petit-déjeuner ici, un déjeuner là, des subtilités auxquelles plus personne ne comprend rien. Si nous voulons la paix et le développement pour le monde, il faut que tous soient invités. Je n'accepte pas qu'un continent d'un milliard d'habitants comme l'Afrique n'ait pas un pays pour les représenter à la table des grands de ce monde.

En même temps, je dis avec la même force à la Chine, à l'Inde, au Brésil, au Mexique ou à l'Afrique du Sud, qui sont les grands du monde de demain, qu'ils doivent en avoir les droits mais qu'ils doivent en accepter les devoirs. On ne peut pas souhaiter avoir la première place et ne pas se comporter comme un pays qui accepte cette première place.

Les exemples sont multiples. Je suis de ceux qui pensent que nous ne devons pas attendre la réforme des institutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Ici aussi, il n'est pas raisonnable de ne pas y trouver un pays africain membre permanent. Pas plus qu'il n'est raisonnable de ne pas y trouver l'Allemagne ou le Japon, pas un seul pays d'Amérique latine ou du monde arabe. Mais je dis à ces pays, qui espèrent devenir membre permanent et avoir un statut à part à la tête de la communauté internationale, qu'il faut qu'ils soient prêts à en payer le prix, y compris le prix du sang quand on sait combien la France doit envoyer de soldats pour faire respecter la paix aux quatre coins du monde, parce qu'elle est membre permanent du Conseil de sécurité.

Que demandons-nous ? La réciprocité.

Et si l'Europe l'exige, si le Parlement européen, si la tête de la Commission, si nos négociateurs n'ont pas peur d'avoir du débat entre nous, le débat renforce, il n'affaiblit pas. Le débat donne de la légitimité aux institutions, il ne les affaiblit pas.

Que les négociateurs de l'Europe n'aient pas peur de taper du poing sur la table, comme tu l'as fait José Manuel, face à d'autres grands pays du monde qui aimeraient que nous abaissions toutes nos barrières tarifaires pour qu'ils puissent exporter leurs produits agricoles, mais qui ne sont pas capables d'abaisser une seule de leur barrière sur leurs services et leur industrie.

La réciprocité doit être la politique européenne, point à la ligne. Pas de réciprocité, pas d'accord. La réciprocité, tous les accords.

S'agissant de la politique agricole, grand sujet de débat, nous pouvons rassembler l'Europe sur cette politique. Parce que les pays qui n'ont pas d'agriculture sont bien contents d'avoir la sécurité alimentaire. Lorsque la vache folle est arrivée en Angleterre, les Anglais ont bien vu ce que pouvait représenter d'importer dans leur pays des bêtes d'élevage ne respectant aucune des conditions de traçabilité que nous, en Europe, avons bien fait d'imposer à nos éleveurs.

N'imposons pas à nos agriculteurs et éleveurs ce que nous sommes incapables d'imposer à ceux dont nous importons les produits.

L'une des ambitions de la présidence française est justement de définir quels pourraient être les grands principes d'une politique agricole rassemblant tout le monde. Certains pays trouvent que cela coûte trop cher, bien, dans ce cas-là, que l'on donne des prix à nos agriculteurs. Car, si nous leur avons donné des subventions, c'est parce que nous n'avons pas été capable de faire la préférence communautaire et de leur garantir des prix. C'est le prix ou la subvention et la France est prête à tous les compromis sur ce sujet.

Parmi ces débats, il y en a un autre. Qu'est-ce qui dépend de l'Europe et qu'est-ce qui dépend de nos pays ? Fantastique débat ou l'hypocrisie et l'incohérence sont si présentes.

La présidence française à peine commencée, on me dit qu'il n'y a pas d'objectifs sociaux. Les mêmes, qui me disent que l'Europe s'occupe de trop de choses et qu'elle ne doit pas s'en occuper, sont les premiers à me reprocher l'absence de priorités sociales dans la présidence française ; alors que cette politique relève d'abord et avant tout du national et a toujours été la priorité que nous avons voulue en France.

Veut-on discuter avec nos partenaires européens de la date à laquelle partir à la retraite ? Veut-on se mettre d'accord en Europe sur un salaire minimum ? Alors soyez prêts à diviser le SMIC français par deux, alors même que nos amis allemands n'ont pas réussi à se mettre d'accord eux-mêmes sur l'existence d'un salaire minimum dans leur pays.

On ne peut pas dire à la fois que l'Europe fait trop et lui demander de faire encore plus tous les jours et sur tous les sujets ! C'est insensé et invraisemblable.

Je dis à l'Europe qu'il existe des sujets où elle doit nous laisser des libertés. Et

je voudrais rendre hommage au courage du président Barroso qui vient d'annoncer ce matin que, s'agissant de la commission, elle considérait comme parfaitement normale la demande de la France d'abaisser la TVA sur la restauration. Merci, monsieur le Président.

Je ne demande qu'une seule chose, la justice. Pas un Français ne va aller dans un restaurant français plutôt que dans un autre allemand parce que mettrons la TVA à 5,5%. Quand nos amis slovènes mettent le taux d'imposition sur les bénéfiques réinvestis des sociétés à 0%, la France ne dit rien pas plus que la Commission. Sur l'IS, chacun a le droit de faire ce qu'il veut, je demande davantage de souplesse sur la TVA. Il me semble que c'est juste. Je le dis également pour les produits culturels, les disques, les vidéos. Je le dirai aussi, le moment venu, pour tous les produits propres.

En vérité, nous voulons une Europe qui protège, parce que le plus préoccupant dans la situation aujourd'hui, c'est que nombre d'Européens pensent que le niveau national défend mieux que le niveau européen. C'est faux et c'est une régression. L'Europe protège.

Nous allons essayer de résoudre la question institutionnelle, sur laquelle nous ne pouvons pas passer trop de temps, mais sur laquelle je voudrais apporter quelques précisions en tant que président de la République.

On ne peut pas à la fois refuser de ratifier Lisbonne et demander la poursuite de l'élargissement européen. Parce que si nous n'avons pas Lisbonne, nous avons Nice et Nice c'est l'Europe à 27 seulement.

Je dis donc à nos partenaires que s'ils veulent élargir l'Europe, alors il faut avoir le courage de la doter d'institutions pour le faire. S'ils n'ont pas le courage de ratifier les institutions européennes, il faut qu'ils sachent que l'élargissement sera retardé.

Ce fut de mon point de vue une erreur que d'élargir l'Europe avant de lui donner les institutions dont elle avait besoin. Et c'est un Européen qui le dit. Imaginez que l'Europe se doit donnée des institutions pour les trente ou quarante années à venir, lorsqu'elle était à 15. Imaginez comme le débat aurait été plus simple, les règles plus transparentes et plus démocratiques. Nous aurions dit aux pays souhaitant nous rejoindre que le club ayant des institutions, il faudra qu'ils les respectent. Ne pas l'avoir fait parce que c'était trop difficile, c'était se jeter dans la gueule du loup et se donner un rendez-vous encore plus difficile.

Nous n'allons pas donner le sentiment à 500 millions d'Européens que nous ne sommes pas capables d'adopter des institutions à 27, mais capables de devenir 28 et jusqu'à 33, sans même avoir le courage de se doter d'institutions adaptées à la situation d'aujourd'hui.

Concernant la politique d'immigration commune. Sur les 27 pays, nous sommes 24 dans l'espace Schengen, 24 pays ont abaissé leurs frontières. Et je voudrais rendre hommage à Brice Hortefeux. Si nous abaissons nos frontières intérieures, nous devons avoir la cohérence de nous doter d'une politique d'immigration aux frontières extérieures. On circule librement à l'intérieur de l'Europe et l'on définit une politique d'immigration commune à l'extérieur des frontières de l'Europe.

La politique climat, le pacte européen de l'immigration et une politique de la défense digne de ce nom. Qui peut imaginer que l'Europe va compter si elle n'est pas capable de se défendre ?

Je crois en avoir suffisamment fait pour dire combien j'étais attaché à l'amitié avec les Américains. Mais cette amitié sera d'autant plus équilibrée que l'Europe sera capable d'assurer sa défense par elle-même. Et non pas de tendre la main à chaque fois qu'il y a un problème. De ce point de vue, le Kosovo est un problème européen qui devait être réglé par les Européens, parce que c'est sur notre continent et nous devons être capable de prendre en charge les affaires du continent européen.

Partout, on me dit que l'Europe doit porter les valeurs de l'Europe, la civilisation, le respect des droits de l'Homme, l'équilibre, la paix, la stabilité. Que serait le message de l'Europe si nous ne sommes pas capable de projeter au moins 60 000 hommes pour résoudre les crises où nos intérêts vitaux sont clairement engagés ? L'Europe doit se doter d'une politique de la défense européenne. Naturellement pas contre l'OTAN, ni contre les Américains.

Une politique d'immigration ; une politique énergie/climat ; une politique

énergétique commune ; une politique de la défense ; les grands principes d'une politique agricole pour assurer notre sécurité alimentaire ; la mise en commun de nos forces pour faire reculer la maladie d'Alzheimer qui frappe sans distinction de frontière tous les Européens et cette exception sportive que je vous demande comme il existe une exception culturelle.

Nous ne pouvons pas continuer à voir nos clubs former des jeunes qui sont débauchés dès 14 ans par le principe de la libre circulation. Si la liberté de circulation en Europe est capitale, le respect de l'investissement dans la formation de nos clubs l'est tout autant.

Nous devons pouvoir poser ces questions qui sont quotidiennes au service des Européens.

Voilà ce que la présidence française va essayer de faire, main dans la main, avec le Parlement européen et avec la Commission européenne. Beaucoup me disent que je n'ai pas de chance. Je suis tout de même président de la République, qu'est-ce que ce serait si j'en avais ! Ils me disent aussi que cette année est catastrophique. Je suis tout de même président de l'Union européenne, si la chance revient l'année prochaine, mais que va-t-il m'arriver ! Mais, au-delà de la boutade, pour tous les trois, Hans-Gert, José Manuel et moi, c'est un honneur considérable. Au moment où tout va mal, nous avons la responsabilité de surmonter les crises.

Mais pourquoi fait-on de la politique ?

Pourquoi devient-on président de la République ?

Pourquoi se présente-t-on à des élections ?

Pourquoi postule-t-on aux responsabilités premières à la tête de son pays ou de l'Europe, si ce n'est pour résoudre les problèmes.

Si l'on ne veut pas d'ennuis, mieux vaut faire un autre métier que le mien. Si l'on n'aime pas les responsabilités, je connais un tas de boulots où l'on sera très heureux.

J'ai été élu pour agir, pour conduire un mouvement de réforme sans précédent dans notre pays. Et je voudrais dire à nos partenaires européens que la France est en train de changer, elle change beaucoup plus vite et beaucoup plus profondément qu'on ne le croit.

Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit !

Désormais, on peut réformer les ports parce que l'on est juste.

Désormais, on peut dire que le problème de la France était que l'on ne travaillait pas assez, alors que le monde ne nous attend pas. On peut réformer profondément les 35 heures.

Désormais, on peut faire la politique pour laquelle on a été élu. Tout simplement parce que je n'ai pas menti aux Français avant l'élection et je n'ai pas davantage l'intention de leur mentir après.

Merci à tous.